

EDOUARD PHILIPPE

Premier ministre de la République française

« *La politique est un peu semblable à la météo, que l'on progresse par temps clair ou par temps couvert, chaque fois, il faut percer les nuages de l'avenir* ». Vous aurez sans doute reconnu ces mots de sa Majesté le roi Hassan II. Cette douzième édition du World Policy Conference s'ouvre alors que les nuages qui planent sur notre avenir sont nombreux et que la météo est pour le moins maussade.

Permettez-moi de commencer par saluer chaleureusement tous les participants à la World Policy Conference et de féliciter son Président, Thierry de Montbrial, pour la réussite de son initiative qui s'invite désormais dans le calendrier des grandes rencontres internationales.

Je voudrais également adresser mes salutations les plus amicales aux autorités marocaines dont l'implication en faveur de ce forum, qu'elles accueillent pour la quatrième fois sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi, est sans faille.

Le Maroc s'impose en effet comme le cadre naturel pour un tel évènement. La Méditerranée ne nous sépare pas ; elle nous rapproche. Pas uniquement pour des raisons géographiques ou historiques. Mais parce que de part et d'autre de ses rives, nous sommes confrontés à des enjeux similaires. Je pense à la lutte contre le changement climatique, dont nous ressentons tous les effets, en particulier sur nos zones côtières. Je pense à la maîtrise des flux migratoires ou encore à la promotion d'une croissance plus juste. Et le Royaume joue un rôle capital pour nous aider à y faire face collectivement.

Permettez-moi de dire quelques mots de questions qui me semblent être, à l'heure où nous parlons, les plus urgentes.

1. La première concerne le règlement des crises qui menacent la stabilité de la planète. Pour chacune de ses crises, nous devons soutenir la construction de solutions politiques. La crise iranienne est sans doute celle dont l'acuité est la plus forte. Nos objectifs n'ont pas varié. Ils consistent à faire en sorte que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire, tout en préservant la paix dans la région. Lors de la dernière assemblée générale des Nations Unies à New York, le président de la République a posé les conditions d'une désescalade puis d'un règlement pacifique, politique de cette crise. Il appartient désormais aux parties de s'en saisir pour réenclencher une dynamique constructive.
2. Le deuxième défi est celui du changement climatique, de l'environnement et de la biodiversité pour lequel la France a considérablement renforcé sa mobilisation, en particulier depuis le « ONE PLANET SUMMIT ». L'urgence aujourd'hui, c'est de mettre en œuvre les engagements de l'Accord de Paris. Et de faire en sorte que nos agendas, diplomatiques et commerciaux, tiennent compte désormais de l'enjeu environnemental.



Nos populations attendent des actes : dans leur vie quotidienne, mais aussi au niveau international. Nous avons ainsi complété nos ambitions dans le domaine du climat, avec un agenda en faveur des forêts et des océans. Les 500 millions d'euros qui ont été débloqués dans le cadre de l'assemblée générale des Nations Unies pour le sauvetage de l'Amazonie s'inscrivent dans ce cadre. Et la France accueillera à Marseille, au mois de juin 2020, le Congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

3. La troisième question est celle du développement durable. Onze années nous séparent de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui a fait naître une première prise de conscience. Mais, cela ne suffit plus. C'est tout notre modèle de développement qu'il faut transformer pour réduire les inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes. La France a fait de la lutte contre les inégalités le fil conducteur de sa présidence du G7 autour d'objectifs très concrets comme l'accès à l'éducation et aux services de santé. Partout dans le monde, les initiatives se multiplient. Je pense au Partenariat pour l'éducation, au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou encore à l'Alliance Sahel. Nous devons préserver et accélérer ces initiatives. Parce qu'on le sait : la violence, les déséquilibres bien souvent prennent leur source dans le désespoir.
4. Quatrième et dernier défi : la construction d'une mondialisation « raisonnablement ouverte » dont les bénéficiaires profitent à tous de manière beaucoup plus équitable qu'aujourd'hui. La stabilité, même relative, du monde profite aux échanges, à la mondialisation. Mais la mondialisation doit aussi contribuer à la stabilité du monde. C'est pourquoi, nous nous engagerons en faveur de la réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce, à un moment où certains remettent en cause le multilatéralisme. Nous sommes en faveur d'un commerce libre et ouvert qui est un facteur très puissant de paix. Pour qu'il continue à l'être, ce commerce doit devenir plus loyal et obéir à un principe de réciprocité. La primauté du droit est un des leviers essentiels pour y parvenir. On le sait ici sur le pourtour méditerranéen, depuis au moins la Rome antique : le droit est le meilleur allié de l'échange.

Ce qui m'amène à un point de méthode. Nous ne relèverons aucun de ces défis sans rénover les règles du multilatéralisme. Nous avons plus que jamais besoin d'institutions légitimes, efficaces et universelles pour prévenir des dérives ou construire des solutions politiques à des problèmes communs. C'est dans cet esprit que la France et l'Allemagne ont lancé cette année, une Alliance pour le multilatéralisme qui s'est réunie pour la première fois à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le 26 septembre dernier. Parce que nous pensons, avec beaucoup d'autres, que le respect de règles communes – qui ne sont pas figées et qu'on doit évidemment faire évoluer – demeure le meilleur gage d'un règlement pacifique des conflits et des défis qui menacent la stabilité de la planète. La force ne nourrit rien d'autre que la force.

En guise de conclusion plus positive, je voudrais insister sur l'exemplarité du partenariat qui lie la France et le Maroc. Un partenariat qui se décline dans toutes les dimensions : le développement économique et social, la paix et la



sécurité, la recherche et l'innovation, la culture et la jeunesse. Un partenariat qui s'accompagne d'un dialogue continu et très précieux sur les questions globales, tout en s'ouvrant à l'Afrique. Ce partenariat constitue de ce point de vue, une vraie tentative pour bâtir une mondialisation plus équilibrée et profitable à tous. Et une manière pour nous, Francophones, de « *répondre présents à la renaissance du monde* » comme l'écrivait si justement Léopold Sédar Senghor.

Je vous remercie.